

## La voiture partagée : autopartage et covoiturage



80% des trajets en voitures en France sont réalisés avec une seule personne à bord. Pour réduire l'utilisation de véhicules particuliers, de nouveaux modes de déplacement se développent depuis les dix dernières années. Elles reposent sur le partage de la voiture : le covoiturage et l'autopartage. La réduction du nombre de véhicules en circulation qui en résulte a pour objectif de diminuer les émissions de gaz à effet de serre et les autres types d'émissions polluantes, de lutter contre la congestion et de mieux utiliser l'espace public.

Ces nouveaux services s'inscrivent dans le mouvement en faveur de l'économie collaborative qui s'est développé durant les dernières années et correspondent à une vision de la mobilité qui évolue de la propriété d'un véhicule à l'utilisation d'un service de mobilité.

### Définitions

**Le covoiturage** est l'utilisation organisée d'une même voiture par un conducteur non professionnel (le propriétaire) et une ou plusieurs personnes qui font le même trajet. La mise en relation des propriétaires de voitures avec les passagers est effectuée par des sites de covoiturage.

Il existe deux formes de covoiturage : le covoiturage de longue distance qui concerne des trajets ponctuels et le covoiturage de courte distance qui concerne des déplacements quotidiens (en particulier, les déplacements domicile-travail, où plusieurs salariés d'une même entreprise utilisent la même voiture)

Le principe de **l'autopartage** consiste à mettre en relation un propriétaire de véhicule avec un utilisateur afin que ce dernier dispose d'un véhicule pour le temps dont il a besoin. Ainsi, il n'a plus besoin d'investir dans une voiture, mais peut tout de même en bénéficier lors d'usages occasionnels et de courte durée. Il lui est en effet possible de louer la voiture à l'heure, à la journée, ou encore à la semaine. En d'autres termes, l'autopartage est un système qui permet à des abonnés de louer de façon ponctuelle une voiture en libre-service ; les véhicules sont utilisables, pour une durée limitée successivement par plusieurs utilisateurs.

Il existe des formes variées d'autopartage : l'autopartage en « one way » : le conducteur peut prendre un véhicule dans une station et la laisser, après utilisation, à un autre point d'arrivée ; l'autopartage en entreprise qui est un service de location de voitures à l'heure, disponible 24h/24 et 7j/7 directement sur le lieu de travail. Le principe de l'autopartage est également aujourd'hui repris par les particuliers qui s'organisent entre eux. Les propriétaires de véhicules qui en font une utilisation très ponctuelle peuvent ainsi proposer à la location leur voiture pour rentabiliser leur achat et leurs frais.

## Les autorités publiques françaises et la voiture partagée

### Bases juridiques

Les bases juridiques de l'activité d'autopartage ont été fixées récemment. Pour s'inscrire dans un cadre d'intérêt général, elle doit faire l'objet d'un « label » défini par des textes légaux et réglementaires. Deux conséquences principales en résultent : le maire peut par arrêté, réserver des emplacements de stationnement aux véhicules qui bénéficient du label. Ce dernier ne peut être obtenu que si les véhicules partagés respectent un seuil d'émission d'oxyde de carbone fixé à 110 grammes par kilomètre et sont conformes à la dernière norme Euro en vigueur. Le label est applicable aux véhicules électriques.

A l'inverse, le cadre juridique du covoiturage est encore en discussion. Il doit conduire à reconnaître le covoiturage de courte distance comme un service de transport d'intérêt public à part entière. Cela implique une stratégie pour le stationnement, les parkings relais, les aires de covoiturage, les points d'arrêt.... Cette reconnaissance légale doit conduire à une politique cohérente permettant aux usagers potentiels de voir le service en fonctionnement. On évoque depuis longtemps la possibilité d'ouvrir aux voitures qui pratiquent le covoiturage les voies et couloirs de circulation réservés jusqu'ici aux bus et aux taxis. ; mais une telle mesure n'a encore jamais été mise en application.

### Bases politiques

Les villes françaises encouragent le développement de la voiture partagée pour plusieurs raisons :

- le concept peut contribuer à la mobilité durable qu'elles recherchent
- il est facile à comprendre – et donc à accepter – par les citoyens ; il s'agit d'une mesure positive et non d'une contrainte,
- c'est un moyen efficace pour gagner de l'espace public dans les centres urbains : 1 voiture partagée = 8 voitures individuelles,
- c'est un service de mobilité complémentaire et non concurrent des autres offres,
- la voiture partagée est un outil pour développer une meilleure égalité sociale,
- elle ne nécessite pas de soutien public financièrement lourd,
- c'est une action concrète pour atténuer les nuisances sur l'environnement.

### Le covoiturage en France



Il est proposé par plus de 200 sites web en France ; plus de 3 millions de personnes l'utilisent. Au départ, il a été lancé par quelques pionniers isolés. Désormais, il est encouragé par de nombreux acteurs :

- *Les autorités locales* investissent dans les outils nécessaires comme les aires de stationnement . Il s'agit de parkings de 20 à 100 places, gratuits, et utilisés par les employés qui y stationnent leur véhicule le matin pour prendre place dans la voiture qui opère le covoiturage afin de rejoindre leurs lieux de travail. Le taux d'occupation moyen est de 80%. ; ces aires sont ,le plus souvent , situées près de ronds-points, de croisements ou de bretelles d'autoroutes. L'usage des parkings est complété par des sites internet où sont proposées les offres de covoiturage.
- *les entreprises* créent des plateformes sur internet pour faciliter les déplacements de leurs employés.
- *Les sociétés d'autoroute* mettent à disposition des parkings dédiés au covoiturage pour que les passagers qui rejoignent un conducteur pour un trajet partagé, garent leur propre voiture.
- *Les opérateurs de transport public et la société nationale de chemin de fer* s'intéressent au covoiturage en créant leurs propres services ou en investissant dans des services existants.

94 % des personnes recourent au covoiturage pour des raisons de coût. Sur un trajet de 30 kilomètres effectué chaque jour, le covoiturage permet d'économiser 1 760 euros par an et par personne.». Un co-voitureur supplémentaire qui utilise des voitures qui font déjà son trajet «économise» en moyenne chaque année une tonne de CO2 environ.

L'évolution la plus récente est le « covoiturage dynamique » qui consiste à organiser un trajet en direct à l'aide d'un téléphone portable. Ainsi, un passager qui cherche une voiture en fait la demande par SMS, tandis qu'un automobiliste, géolocalisé dans la zone, en est averti. Et tous deux font ensuite route commune. À ce jour, plusieurs collectivités expérimentent ce dispositif.

### L' autopartage en France



Plus de cinquante villes françaises proposent ce système par l'intermédiaire de sociétés de plus en plus structurées. A l'horizon 2015, le service devrait concerner 150 000 personnes. Pour les particuliers, l'autopartage est une solution efficace pour les transports occasionnels et complémentaire des transports en commun. Il favorise l'intermodalité et la multimodalité (dans plusieurs villes, la tarification de l'autopartage est couplée avec celle du transport public : Marseille et Strasbourg, par exemple).

Il existe une forte demande latente qui s'explique par les coûts élevés de la possession d'une automobile qui roule peu (le plus souvent une heure par jour) L'autopartage a un potentiel d'autant plus fort que les habitants des villes sont de plus en plus réceptifs aux modes de déplacement alternatifs. L'autopartage concerne surtout les agglomérations de plus de 500 000 habitants ; elle incite également à l'évolution des comportements de mobilité (moins de déplacements) Les autorités publiques doivent créer un urbanisme favorable aux nouvelles mobilités, une politique de stationnement cohérente, c'est la première règle. La seconde est de donner de la visibilité à ces services en mettant de l'espace à leur disposition. La troisième idée serait de pouvoir utiliser les véhicules des collectivités et des administrations à des fins d'autopartage publics, la gestion de ces véhicules étant confiée à des services d'autopartage. Ce parc constituerait une base pour être plus facilement rentable.

## **Autolib**



Le service Autolib comportera, à terme, 3000 véhicules électriques circulant dans toute la région Ile de France. Il consiste à mettre à disposition un ensemble véhicule-emplacement (Il est possible de réserver une place sur une station de destination). Il comprend 1100 stations dont 700 à Paris (à Paris, on compte en moyenne une station tous les 300 mètres). A terme, les

3000 « Blue cars » pourraient remplacer 20 000 voitures de particuliers.

Autolib a été créé sur un dispositif de délégation de service public. Le délégataire (Groupe Bolloré) assure l'ensemble des investissements (stations, véhicules, frais d'exploitation, redevances sur les recettes). Chaque collectivité met à disposition une partie de son espace public pour les stations et verse une subvention d'équipement (50K€ / station).

Les stations comportent 4 emplacements pour les « Blue car » et un cinquième emplacement pour la recharge de tout véhicule électrique.

Autolib, qui a commencé à fonctionner en décembre 2011, est un succès. Au 1er janvier 2013, ce service de voitures électriques, disponible sur abonnement et bénéficiant de zones de parking réservées, comptait 50 000 abonnés. Autolib devrait atteindre l'équilibre financier dès 2014.

Deux services Autolib sont en cours de création, à Lyon et à Bordeaux.

## **France autopartage**



Les opérateurs locaux d'autopartage se sont regroupés afin de mutualiser les moyens nécessaires au développement et à la promotion de l'autopartage. Ce regroupement permet de mettre en commun les bases de données, le planning de réservations, le processus de facturation ; il permet d'obtenir de meilleurs tarifs auprès des fournisseurs de voitures et des assureurs.

France-AutoPartage est une coopérative d'entreprises créée dès 2002, qui regroupe 15 opérateurs locaux d'autopartage présents dans une cinquantaine de villes françaises. Ces services permettent à près de 14 000 adhérents de se partager l'usage de 700 voitures réparties sur plus de 300 stations.